

Unité départementale de l'Eure
12 rue de Melleville
27930 ANGERVILLE LA CAMPAGNE

ANGERVILLE LA CAMPAGNE, le
28/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



ARKEMA

Usine de Serquigny
27470 SERQUIGNY

Code AIOT : 0005800355

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2022 dans l'établissement ARKEMA implanté Usine de Serquigny 27470 SERQUIGNY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée suite au dépassement du seuil des 100 000 ufc/l sur la tour aéroréfrigérante TA/SNIA le 9/12/2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARKEMA
- Usine de Serquigny 27470 SERQUIGNY
- Code AIOT : 0005800355
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'usine est spécialisée dans la fabrication de matières plastiques (copolymères et polyamides), qui servent notamment au revêtement d'objet métallique et à la fabrication de pièces pour l'impression 3D.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- actions à mener suite au dépassement du seuil de 100 000 ufc/l en *Legionella pneumophila*

- en décembre 2021,
- contrôle de produits chimiques sur l'utilisation de 2 biocides.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Actions à mener	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 . II. 1.a	/	Sans objet
2	Actions à mener	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 . II. 1.b à d	/	Sans objet
3	Actions à mener	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 . II. 1.e et f	/	Sans objet
4	Biocide	Arrêté Ministériel du 19/05/2004, article 10 (pour partie : voir prescription contrôlée)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les actions entreprises par l'exploitant suite au dépassement du seuil de 100 000 ufc/l en légionella pneumophila du 9/12/2021 (tour aéroréfrigérante TA/SNIA) ont été efficaces : les analyses effectuées depuis confirment un retour à la normale (< 100 ufc/l depuis la remise en service en date du 11/01/2022).

L'inspection relève que le contrôle par l'organisme indépendant a été réalisé le 20/09/2022, le rapport sera à transmettre à l'inspection.

2-4) Sujets abordés hors fiches de constats

Un point d'avancement a été réalisé sur les actions menées par l'exploitant sur les thèmes de la sécheresse et des économies d'énergie.

S'agissant de la sécheresse, l'exploitant a indiqué que les investissements et les efforts menés depuis plusieurs années pour réduire la consommation de l'eau dans la rivière la Risle sont efficaces : les prélèvements d'eau ont baissé de plus de 50% entre 2018 et 2022 :

- 616 200 m³ en 2018 soit 1 700 m³/j,
- 318 500 m³ en 2021 soit 930 m³/j,
- et objectif de 310 000 m³ au 31/12/2023 soit 840 m³/j.

L'objectif fixé par l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 juillet 2019 (article 5) sont déjà atteints :
- 20% d'ici le 31/12/2023 soit 2 000 m³/j (fixé par rapport au 2 500 m³/j qui est le volume hors orage de rejet défini dans l'AP de 2009).

Une vigilance est portée à présent sur les rejets qui se sont concentrés suite à ces évolutions.

Observation : L'inspection demande à l'exploitant de transmettre, **sous 2 mois**, un document synthétique récapitulant tous les travaux engagés sur son site en précisant pour chacun le coût et la réduction de consommation associés. Ce document proposera la description des possibilités d'adaptation/limitation des consommations d'eau temporaires en cas de crise sécheresse afin

d'anticiper une nouvelle crise.

Concernant les économies d'énergie, un programme est mis en place par le groupe ARKEMA dont l'objectif est de réduire de 25% l'indicateur EFPI (consommation d'énergie/production d'une année de référence) entre la période 2012 et 2030. Des actions en vue d'optimiser la consommation d'énergie sont en cours :

- réduction des pertes de purgeurs et récupération des condensats en 2020/2021,
- évolution des chaudières, audit énergétique en 2022,
- audit des calorifuges en 2023...

Les premiers résultats sont visibles sur les consommations du site : une baisse de 9% est observée entre 2017 et 2021 sur la consommation annuelle.

2-5) Fiches de constats

N° 1 : Actions à mener

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 . II. 1.a
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L.</p> <p>a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention URGENT & IMPORTANT - TOUR AÉRORÉFRIGÉRANTE - DÉPASSEMENT DU SEUIL DE 100 000 UNITÉS FORMANT COLONIES PAR LITRE D'EAU .</p> <p>Ce document précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les coordonnées de l'installation ; - la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ; - la date du prélèvement ; - les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation. <p>En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.</p> <p>Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours.</p> <p>Constats : L'exploitant a informé la DREAL par courriel du 10/12/2021 à 7h21 d'un dépassement du seuil des 100 000 ufc/l en légionelles sur le circuit TAR de l'atelier TA/SNIA : 120 000 ufc/l détecté sur le prélèvement du 2/12/2021 (laboratoire CARSO à Lyon - document d'alerte édité le 9/12/2021). L'exploitant précise que les autres TAR du site n'ont pas fait apparaître d'analyses anormales.</p> <p>Par ce courriel, l'exploitant indique les premières actions mises en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la TAR concernée de l'atelier TA/SNIA a été arrêtée en urgence le 9/12/2021 vers 19h30 ainsi que le ventilateur a été arrêté. - des opérations de désinfection ont été menées le 9/12/2021 vers 20 h, - un échantillon a été prélevé le 10/12 après désinfection, le résultat de celui-ci obtenu le 20/12 est < 100 ufc/l, - puis la purge de l'ensemble des circuits et bras morts a été réalisée. <p>Le maintien à l'arrêt des ateliers TA et SNIA s'est poursuivi dans l'attente du retour à une valeur < 100 ufc/l.</p> <p>Afin de déterminer les causes de ce dépassement, l'exploitant a procédé à la mise à jour de l'analyse de maîtrise des risques (AMR), le rapport du 21/12/2021 a identifié des actions : améliorer la circulation de l'eau au niveau du bras-mort n°9, augmenter les dosages de biocide et mettre à jour la procédure... Des phases de surdosage en biocide et dispersant ont été menées ainsi qu'un contrôle par analyses bactériologique (ATP) pour suivre l'efficacité des actions.</p> <p>Un nettoyage de la TAR a ensuite été réalisé le 23/12 par la société IGIENAIR : nettoyage mécanique des séparateurs de gouttellettes, du faisceau tubulaire et du bassin d'eau. Le compte-</p>

<p>rendu précise :</p> <p>"D'une manière générale, il apparaît que la TAR ne présente pas un encrassement très important, Les dévésiculeurs sont en bon état et présentaient un léger dépôt d'algue, Les Buses et rampes de dispersion non accessible, Les packing visibles sur la partie basse étaient dans un état d'encrassement normal, La Bâche ne présentait un léger d'encrassement par de léger dépôt de boue Afin de vérifier l'état des rampes de buses, il serait bien de laisser démontable la trappe d'accès faites à cet effet sur le côté de la TAR."</p> <p>Plusieurs prélèvements sur le circuit d'eau ont été réalisés entre le 10/12/21 et le 11/01/22 (date de remise en service) afin de vérifier l'efficacité des actions entreprises : les 5 prélèvements analysés ont conclu à un résultat < 100 ufc/l.</p> <p>L'exploitant explique que le suivi de la flore bactérienne (ATP) mise en place avant cet incident, lui a permis de détecter un dépassement de seuil début décembre et l'action de déclencher une désinfection préventive a été réalisée le 8/12/2021 avant l'alerte du laboratoire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Actions à mener

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 . II. 1.b à d
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté.</p> <p>c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées. Des prélèvements et analyses en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois.</p> <p>d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de la dérive et en mettant en œuvre les mesures nécessaires à sa gestion.</p>
<p>Constats : La TAR a été remise en service le 11/01/2022, un prélèvement en date du 17/01/2022 a été réalisé avec un résultat conforme. Puis des prélèvements tous les 15 jours ont été réalisés durant 3 mois avec des résultats conformes.</p> <p>Un point d'avancement sur la réalisation des actions prioritaires identifiées par l'AMR a été réalisé au 1er/02/22 (rapport OREAU du 3/02/2022) : plusieurs actions sont soldés (réalisation de 2 cartographies ATP/an; colmater une fuite;mettre en circulation la bras-mort n°9 par ouverture de vanne à 10%...), d'autres en cours (réalisation du contrôle par un organisme sous 6 mois).</p> <p>La procédure de traitement en cas de dépassement du seuil 100 000 ufc/l a été actualisée le 4/01/2022 pour prendre en compte notamment les nouveaux dosages de traitement et le suivi régulier mis en place.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Actions à mener

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 . II. 1.e et f
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L.</p> <p>Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident, ainsi que la fiche stratégie de traitement définie au point I.</p> <p>Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application.</p> <p>Un exemplaire de ce rapport est annexé au carnet de suivi, tel que défini au point IV du présent article.</p> <p>Le dépassement est également consigné dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi.</p> <p>f) Dans les six mois qui suivent l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV-1 du présent article.</p> <p>Constats : Par courrier du 13 janvier 2022, l'exploitant a transmis le rapport d'incident, les actions menées sont mentionnées dans celui-ci.</p> <p>L'exploitant a mandaté la société SGS pour établir le contrôle dans les 6 mois suite à l'incident. La société SGS s'est rendu sur place le 20/09/2022, le rapport est en cours d'élaboration.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de s'assurer que le rapport de contrôle portera sur tous les points listés ci-dessous :</p> <p>"Cette vérification comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une visite de l'installation, avec la vérification des points suivants : - implantation des rejets dans l'air ; - absence de bras morts non gérés : en cas d'identification d'un bras mort, l'exploitant justifie des modalités mises en œuvre pour gérer le risque associé ; - présence sur l'installation d'un dispositif en état de fonctionnement ou de dispositions permettant la purge complète de l'eau du circuit ; - présence d'un dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, vérification visuelle de son état et de son bon positionnement ; - vérification visuelle de la propreté et du bon état de surface de l'installation ; - une analyse des documents consignés dans le carnet de suivi, avec la vérification des points suivants : - présence de l'attestation, pour chaque tour, de l'attestation de performance du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires ; - présence d'un document désignant le responsable de la surveillance de l'exploitation ; - présence d'un plan de formation complet et tenu à jour ; - présence d'une analyse méthodique des risques datant de moins d'un an, prenant en compte les différents points décrits au point I-1 a du présent article ; - présence d'un échéancier des actions correctives programmées suite à l'AMR et leur avancement ; - présence d'un plan d'entretien, d'une procédure de nettoyage préventif et d'une fiche de stratégie de traitement, justifiant le choix des procédés et produits utilisés ; - présence d'un plan de surveillance, contenant le descriptif des indicateurs de suivi de

<p>l'installation et les procédures de gestion des dérives de ces indicateurs, notamment la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - présence des procédures spécifiques décrites au point I-1 c du présent article ; - présence de document attestant de l'étalonnage des appareils de mesure ; - carnet de suivi tenu à jour, notamment tableau des dérives et suivi des actions correctives ; - vérification du strict respect des quarante-huit heures entre les injections de biocides et les prélèvements pour analyse ; - présence des analyses mensuelles en <i>Legionella pneumophila</i> depuis le dernier contrôle ; - conformité des résultats d'analyse de la qualité d'eau d'appoint avec les valeurs limites applicables."
<p>Observations : Conformément à l'article 26.IV.1, l'exploitant doit transmettre le rapport et le planning de mise en œuvre éventuel des améliorations à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Biocide

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/05/2004, article 10 (pour partie : voir prescription contrôlée)
Thème(s) : Produits chimiques, Biocide
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : En application de l'article 20 du décret du 26 février 2004 susvisé, l'étiquette d'un produit biocide doit porter de manière lisible et indélébile les indications suivantes rédigées en français :</p> <p>a) L'identité de toute substance active biocide contenue dans le produit et sa concentration en unités métriques ;</p> <p>b) Le numéro de l'autorisation ;</p> <p>c) Le type de préparation ;</p> <p>d) Les utilisations autorisées du produit biocide ;</p> <p>e) Les instructions d'emploi et la dose à appliquer pour chaque usage autorisé, exprimée en unités métriques ;</p> <p>f) Les indications des effets secondaires défavorables, y compris les effets indirects, susceptibles de se produire, et les instructions de premiers secours ;</p> <p>g) La phrase "Lire les instructions ci-jointes avant l'emploi", dans le cas où le produit est accompagné d'une notice explicative ;</p> <p>h) Des instructions pour l'élimination en toute sécurité du produit biocide et de son emballage, comportant le cas échéant une interdiction de réutiliser l'emballage ;</p> <p>i) Le numéro ou la désignation du lot de la préparation et de la date de péremption dans des conditions normales de conservation ;</p> <p>j) Le délai nécessaire pour l'apparition de l'effet biocide et sa durée d'action, l'intervalle à respecter entre les applications du produit biocide ou entre l'application et l'utilisation ultérieure du produit, de la matière ou de la surface qui a été traitée ou l'accès ultérieur de l'homme ou des animaux à la zone d'utilisation du produit biocide, y compris des indications concernant les moyens et mesures de décontamination et la durée de ventilation nécessaire des zones traitées ;</p> <p>k) Des indications concernant le nettoyage du matériel ;</p> <p>l) Des indications concernant les mesures de précaution à prendre pendant l'utilisation, le stockage et le transport ;</p> <p>et, le cas échéant :</p> <p>m) Les catégories d'utilisateurs auxquels l'usage du produit biocide est réservé ;</p> <p>n) Des informations sur tout risque spécifique pour l'environnement, en particulier pour protéger les organismes non visés et éviter la contamination de l'eau.</p> <p>Dans le cas des produits biocides microbiologiques, ces dispositions s'appliquent sans préjudice des dispositions réglementaires spécifiques relatives à l'étiquetage de ces produits.</p> <p>Les indications requises aux points a, b, d et, le cas échéant, g et m, doivent figurer sur l'étiquette du produit. Les indications requises aux points c, e, f, h, i, j, k, l et n peuvent figurer sur un autre endroit de l'emballage ou faire l'objet d'une notice explicative qui accompagne l'emballage et en fait partie intégrante.</p>

<p>Constats : L'inspection a constaté que les étiquetages des 2 biocides rencontrés chez Arkema (BIOSPERSE 250 et Hypochlorite de sodium) ne sont pas réglementaires : absence notamment du dosage en unité métrique en substance active.</p> <p>L'étiquette du biocide BIOSPERSE 250 est illisible et ne permet pas aux salariés de lire les instructions et préconisations d'emploi.</p> <p>Le guide sur l'étiquetage des produits biocides sur le site du Helpdesk est disponible via le lien suivant :</p> <p>https://www.helpdesk-biocides.fr/files/PDF/documents_utiles/guides/fr/20220411_fiche_etiquetage_biocides_articles_traites.pdf</p>
<p>Observations : L'inspection demande à l'exploitant de signaler à ses fournisseurs cette non-conformité.</p> <p>L'inspection va également faire un courriel auprès des fabricants dont le mail est mentionné sur les FDS.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>